

**APPEL À SE RÉUNIR  
EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES,  
À SE MOBILISER, À MANIFESTER,  
À FAIRE GRÈVE,  
LE 5 FÉVRIER  
RDV au Lycée Bézout à 10h  
(fin de la manif à la mairie)  
RDV CAR pour PARIS 12h30**



**Malgré la colère qui s'exprime partout en France, dans la rue et les entreprises, le gouvernement refuse de revoir sa feuille de route et maintient le cap des réformes !**

**L'organisation du « Grand débat national » apparaît ainsi comme une mascarade de démocratie** puisque le gouvernement a déjà dit qu'il n'entraînerait aucun changement de politique, à commencer par l'impôt sur la fortune qui ne sera pas rétabli.

**Les mesures annoncées ne sont que pis-aller :** report de l'augmentation du prix de l'essence à cet été, prime d'activité qui ne concernera qu'une petite partie des travailleurs, heures supplémentaires défiscalisées qui n'intéressent que ceux qui sont déjà imposables et pas les foyers les plus modestes et qui en plus diminuent les ressources de l'Etat pour financer les services publics.

**A l'appel intersyndical régional  
CGT, FO, FSU, Sud-Solidaires**

**Dans notre localité de Nemours et ses environs, l'emploi et les services publics, à l'image de cette politique dévastatrice, sont toujours plus menacés.**

**Chez Corning, un plan de licenciement** a été annoncé fin novembre comprenant jusqu'à 73 suppressions de postes dont 43 licenciements secs dont nombre d'élus et de représentants du personnel.

**A l'hôpital, après la privatisation des services** de restauration et de ménage, la direction annonce la privatisation partielle ou totale du bloc opératoire et la fermeture de la maternité de Montereau avec pour conséquence des suivis de grossesses et des accouchements jusqu'à Sens et Provins !

**A l'École, 10 fermetures de classes** sont annoncées dans notre circonscription !

**Tous ensemble, jeunes, salariés du privé et du public, privés d'emploi et retraités, disons STOP à cette politique et exigeons :**

- le maintien de l'emploi dans nos industries locales et en particulier chez Corning ;
- la réouverture des 241 postes hospitaliers supprimés sur les 3 Hôpitaux ;
- l'ouverture de classes dans nos écoles et établissements pour des effectifs à 24 élèves par classe ;
- le versement de l'indemnité de résidence (1% du salaire) à tous les agents des services publics de la localité et ses environs ;
- l'augmentation du SMIC à 1800 euros brut et de tous les salaires, du point d'indice des fonctionnaires (16 % de perte de pouvoir d'achat entre 2010 et 2017, auxquels il faut ajouter 2 % supplémentaires, depuis le début d'année), des pensions, des retraites (avec rattrapage des pertes subies) et des minima sociaux ;
- qu'aucune pension ni retraite ne soit inférieure au SMIC et l'annulation de l'augmentation de la CSG;
- l'abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron sur le code du travail ;
- le maintien de tous les régimes de retraites, du code des pensions civiles et militaires par financement solidaire par les richesses créées par les salariés (système par répartition) et l'abandon du projet de système universel de retraite par points ;
- la défense des principes fondateurs de la Sécurité Sociale (chacun cotise selon ses moyens et bénéficie suivant ses besoins, remboursement de 100 %), et du régime de l'assurance chômage, l'arrêt des réformes en cours ;
- la sauvegarde et l'amélioration des services publics pour tous les territoires à la hauteur des besoins de la population et l'annulation des 120 000 suppressions de postes ;
- l'abrogation de Parcoursup et l'arrêt des réformes du lycée et du baccalauréat.

**La réforme des retraites expliquée par F. Fillon en 33 secondes**



Grand oral de F. Fillon devant les patrons, 10 mars 2016

« Le système par points (...) ça permet de baisser chaque année le montant des points, la valeur des points, et donc de diminuer le niveau des pensions »

<https://www.youtube.com/watch?v=SJpnm2Br4i0>